L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT

PAR SOLLITT, MAGNE & CIE.
No. 81, Rue Chartres.

JOURNAL QUOTIDIEN..... $12 } payable d'avance
Do. TROIS FOIS PAR SEMAINE..$10 }

NOUVELLE-ORLEANS:
JEUDI MATIN, 20 JANVIER 1842.

POUR GOUVERNEUR :
HENRY JOHNSON.

"Marine a vapeur.—Depuis l'époque où les premiers vaisseaux de flamme et du Great Western ont prouvé la possibilité de franchir l'Océan à l'aide de la vapeur, la Grande-Bretagne a fait d'immenses efforts pour établir sur tous les points du monde des lignes de steamers qui doivent donner un avenir fort prochain, si l'on n'y fait attention, lui assurer un avantage immense sur toutes les nations maritimes du globe. Elle marche à la conquête du monopole des transports des dépêches et de ce point à l'envahissement successif du commerce d'exportation, il n'y a pas loin. Nous n'avons pas besoin de rappeler le nombre de navires à vapeur qu'elle a lancés dans les mers des Indes. ceci ne nous intéresse pas directement; mais qu'on voie ce qui se passe autour de nous: A peine les steamers de New York étaient-ils en activité que déjà le gouvernement anglais prêtait une aide puissante à ceux qui mettent en communication directe Liverpool, Halifax et Boston. Si la ligne de New-York est à peu près désorganisée aujourd'hui, c'est qu'elle ne présente pas à ce gouvernement une utilité réelle; il est directement intéressé au maintien de la ligne de Boston, soyez sûr qu'il l'y maintiendra, dût-il faire pour arriver à ce but des sacrifices réels. Mais cette dernière ligne, toute importante qu'elle est, ne saurait entrer en comparaison avec celle qui s'organise en ce moment: nous voulons parler de celle des Indes Occidentales, dont le premier navire arrivera sans doute à la Balise aujourd'hui même. Elle doit embrasser d'abord toute la circonférence du Golfe du Mexique et ne tardera certainement pas à s'étendre sur toutes les côtes de l'Amérique. Déjà maîtresse du transport des dépêches dans le Nord, l'Angleterre va le devenir également dans le Sud. Parmi nous comme parmi nos frères du Nord, elle en élèvera ainsi à son piedestal une portion notable des importations et des exportations.

N'est-il pas temps de nous préoccuper un peu de ces progrès si rapides et si constans? Nos bâtimens à voiles ne sont toujours distingués par l'excellence de leur construction, la rapidité de leurs traversées; l'activité, l'audace et l'intelligence de leur capitaine; mais malgré leur incontestable supériorité, il leur est impossible de lutter contre la vapeur, et si nous n'y mettons ordre, notre marine marchande souffrira bientôt de la redoutable concurrence qu'on lui prépare; peut-être même finira-t-elle par y succomber. Qu'on y songe sérieusement! Ce résultat serait d'autant plus déplorable que rien ne nous empêche de nous maintenir en présence de la reine des mers. Nous avons déjà prouvé sur nos lacs et sur nos rivières que notre ostentation et la construction et la manœuvre des bâtimens à vapeur: nous ce rapport aucune nation ne saurait se comparer à nous. Qui donc nous empêche de tenter sur l'Océan une lutte où nous avons de grandes chances de succès? Peuple jeune, actif, audacieux, nous laisserons-nous battre par un peuple vieux et presque usé? Nos armateurs ne doivent-ils pas faire tous leurs efforts pour maintenir la réputation qu'ils ont acquise? Ne pouvant-ils pas construire des navires à vapeur qui soient, toute proportion gardée, au niveau de leurs bâtimens à voiles? Ce n'est qu'à ce prix qu'ils pourront conserver l'immense commerce extérieur qu'ils font déjà; ce n'est qu'à ce prix qu'ils soutiendront sans encombre la concurrence des armateurs anglais.

La question, prise à ce point de vue, est déjà fort sérieuse; mais elle l'est plus encore lorsqu'on la considère sous un autre rapport. Les navires à vapeur que l'Angleterre lance sur l'Océan dans un but purement commercial en apparence, n'ont-ils pas encore une autre destination que celle qu'on leur attribue? Lorsque d'autre part sont construits de manière à pouvoir se transformer au besoin en navires de guerre. Dans le marché que le gouvernement anglais a passé pour le transport des dépêches aux Indes Occidentales, il est expressément stipulé que la compagnie fera construire des navires à vapeur bons, solides, marchant bien, et en nombre suffisant pour le service (quatorze au moins); ces navires seront en outre d'une force assez grande pour pouvoir porter des canons de plus gros calibre dont on se sert en ce moment à bord des navires de guerre à vapeur de Sa Majesté Britannique." Ce sont les termes mêmes du contrat, qui exige en outre que ces nouveaux steamers soient équipés tout à fait à la façon des bâtimens de guerre. Certes, en tenant de pareilles clauses, on ne peut pas se dissimuler qu'ils aient au autre but que de transporter simplement des lettres et des journaux aux Indes Occidentales: et ce but, n'est-il pas, pour le gouvernement anglais, d'avoir à peu de distance de nos côtes une flotte d'observation qui se transformerait à l'occasion en flotte active? Certes cette supposition est plus que plausible; et rester inactifs, lorsque tant de motifs nous poussent à prendre des précautions, ce serait se rendre coupable de la négligence la plus blâmable, ce serait manquer aux devoirs que nous impose le patriotisme et l'intérêt de notre conservation.

Il faut donc que les citoyens travaillent activement à conserver leur supériorité commerciale, il faut que le gouvernement prenne de promptes mesures pour garantir la sûreté du pays. Ce dernier y a déjà songé, mais les moyens qu'il a proposés, quelle que soit d'ailleurs leur valeur intrinsèque, ne nous donnent pas ce que nous demandons, c'est à dire une marine à vapeur. Oui-là, si nous ne nous trompons, le point le plus capital. On a consenti, nous le savons, l'aptitude des navires à vapeur pour la guerre maritime; assurément ils ne peuvent pas prétendre à lutter le même service que les grands bâtimens à voile; mais nouveaux et dans certaines dispositions, ils seraient plus redoutables et plus utiles; ils posséderaient une bien plus grande puissance de destruction; nul n'en saurait douter. Le ministre de la marine a fort bien fait reconnaître ce fait, lui, comme il l'a dit, s'il survenait une guerre, craindrait-il pas de voir ses navires à vapeur qui présenteraient avec la rapidité et l'audace des corsaires dans nos deux les plus hautes et pourraient le ravage au cœur même du pays?

Qu'y a-t-il donc à faire? Avoir dans notre marine militaire un grand nombre de steamers, la chose n'est pas possible: la construction en est trop dispendieuse! il serait presqu'impossible en temps de paix de leur donner une destination utile; il faudrait les laisser pourrir sur nos chantiers ou dans nos ports jusqu'au moment où la guerre les réclamerait. Ce serait-là il faut en convenir, un système détestable et ruineux! Non est un autre qui offrirait plus d'avantages et ne demanderait que de fort légers sacrifices à la nation. L'Angleterre elle-même nous l'a indiqué. Que le gouvernement encourage aux efforts de l'industrie particulière; qu'il accorde à la construction des navires à vapeur une certaine prime, à la condition que ces navires seront construits de manière à pouvoir se transformer sur le champ en vaisseaux de guerre; qu'il exige en outre, pour prix de l'appui qu'il accorde, que le commandement en soit confié à des officiers de la marine fédérale et qu'un certain nombre d'élèves de marine soient reçus à bord; enfin qu'il s'engage, en cas de guerre, à prendre ces navires pour le service public, en en remboursant la valeur à leurs propriétaires. Ainsi seraient ménagés tout à la fois les intérêts commerciaux et les intérêts politiques du pays; nos encouragemens d'ailleurs n'hésiteraient pas assurément à se baisser dans la construction des navires à vapeur, de manière à pouvoir se transformer au besoin en navires de guerre. Dans le marché que le gouvernement anglais a passé pour le transport des dépêches aux Indes Occidentales, il est expressément stipulé que la compagnie fera construire des navires à vapeur bons, solides, marchant bien, et en nombre suffisant pour le service (quatorze au moins); ces navires seront en outre d'une force assez grande pour pouvoir porter des canons de plus gros calibre dont on se sert en ce moment à bord des navires de guerre à vapeur de Sa Majesté Britannique." Ce sont les termes mêmes du contrat, qui exige en outre que ces nouveaux steamers soient équipés tout à fait à la façon des bâtimens de guerre. Certes, en tenant de pareilles clauses, on ne peut pas se dissimuler qu'ils aient au autre but que de transporter simplement des lettres et des journaux aux Indes Occidentales: et ce but, n'est-il pas, pour le gouvernement anglais, d'avoir à peu de distance de nos côtes une flotte d'observation qui se transformerait à l'occasion en flotte active? Certes cette supposition est plus que plausible; et rester inactifs, lorsque tant de motifs nous poussent à prendre des précautions, ce serait se rendre coupable de la négligence la plus blâmable, ce serait manquer aux devoirs que nous impose le patriotisme et l'intérêt de notre conservation.

Il faut donc que les citoyens travaillent activement à conserver leur supériorité commerciale, il faut que le gouvernement prenne de promptes mesures pour garantir la sûreté du pays. Ce dernier y a déjà songé, mais les moyens qu'il a proposés, quelle que soit d'ailleurs leur valeur intrinsèque, ne nous donnent pas ce que nous demandons, c'est à dire une marine à vapeur. Oui-là, si nous ne nous trompons, le point le plus capital. On a consenti, nous le savons, l'aptitude des navires à vapeur pour la guerre maritime; assurément ils ne peuvent pas prétendre à lutter le même service que les grands bâtimens à voile; mais nouveaux et dans certaines dispositions, ils seraient plus redoutables et plus utiles; ils posséderaient une bien plus grande puissance de destruction; nul n'en saurait douter. Le ministre de la marine a fort bien fait reconnaître ce fait, lui, comme il l'a dit, s'il survenait une guerre, craindrait-il pas de voir ses navires à vapeur qui présenteraient avec la rapidité et l'audace des corsaires dans nos deux les plus hautes et pourraient le ravage au cœur même du pays?

Qu'y a-t-il donc à faire? Avoir dans notre marine militaire un grand nombre de steamers, la chose n'est pas possible: la construction en est trop dispendieuse! il serait presqu'impossible en temps de paix de leur donner une destination utile; il faudrait les laisser pourrir sur nos chantiers ou dans nos ports jusqu'au moment où la guerre les réclamerait. Ce serait-là il faut en convenir, un système détestable et ruineux! Non est un autre qui offrirait plus d'avantages et ne demanderait que de fort légers sacrifices à la nation. L'Angleterre elle-même nous l'a indiqué. Que le gouvernement encourage aux efforts de l'industrie particulière; qu'il accorde à la construction des navires à vapeur une certaine prime, à la condition que ces navires seront construits de manière à pouvoir se transformer sur le champ en vaisseaux de guerre; qu'il exige en outre, pour prix de l'appui qu'il accorde, que le commandement en soit confié à des officiers de la marine fédérale et qu'un certain nombre d'élèves de marine soient reçus à bord; enfin qu'il s'engage, en cas de guerre, à prendre ces navires pour le service public, en en remboursant la valeur à leurs propriétaires. Ainsi seraient ménagés tout à la fois les intérêts commerciaux et les intérêts politiques du pays; nos encouragemens d'ailleurs n'hésiteraient pas assurément à se baisser dans la construction des navires à vapeur, de manière à pouvoir se transformer au besoin en navires de guerre.

M. Sparrow, au nom du comité auquel a été renvoyé le bill pour prévenir la violation de la loi par les banques, présente un bill pour empêcher les banques d'émettre d'autres billets que des billets payables sur demande. L'honorable sénateur déclare que d'après les renseignemens que le comité s'est procurés, il n'y a acquérir la certitude qu'une banque n'émettra des valeurs non remboursables, si ce n'est par un nouveau crédit inscrit sur le livret du porteur. Afin de protéger les intérêts du public et pour faire droit aux objections qu'il avait contre le bill primitif, le comité a cru devoir y substituer celui qui est soumis au Sénat.

M. Sparrow demande que l'action du règlement soit suspendue et que le bill subisse sa seconde lecture.

M. Downs propose le rejet du bill, et l'adoption du projet de loi primitif. Il soutient sa motion par un discours plein de chaleur, dans lequel il compare les deux projets de loi et fait ressortir les vices dont est entachée celui du comité. Un des principaux objets du législateur doit être, dans ce cas, de fixer la direction de la banque qui a pris l'initiative à revenir sur ses pas et à faire rentrer les valeurs qu'elle a émises en circulation.

M. Sparrow défend le bill du comité, dont il a été rapporteur. Ce n'est pas sans quelque défiance d'lui-même que les membres de ce comité ont rempli leur tâche; car ils ne possédaient pas tous les renseignemens nécessaires; l'examen attentif du projet de loi leur avait fait deviner qu'il devait réellement avoir un effet rétrospectif, dans le cas où quelques-uns n'y voient pas l'adopter. Le bill que le comité venait de soumettre par ce voir, leur avait paru remplir toutes les exigences du moment.

M. Rhe dit qu'il secondera la motion du Sénateur de Chisholm pour donner la préférence au bill primitif. Le projet présenté par le comité différait en sous plusieurs rapports. Quelques-unes des clauses sont fort judicieuses, mais elles ne sont pas assez efficaces pour apporter un remède au mal. Si les dispositions du bill primitif n'étaient pas inattaquables, elles offraient au moins quelque chose. Mais il n'y a rien d'inconstitutionnel à demander aux directeurs qui ont autorisé l'émission de certificats de dépôt de les retirer de la circulation, ni à les punir s'ils n'y refusent. C'est une violation de la loi que de les avoir faites, et s'ils persistent, ils encourront volontairement la pénalité décrétée par la loi.

Il est au pouvoir de tout directeur de banque de demander la récondéfération de la mesure adoptée par la direction et d'inscrire son vote contre. S'il ne le fait pas, il sanctionne le délit prévu par la loi, et se rend passible de la pénalité. Dans le bill du comité, la clause qui rend les banques inhabiles à poursuivre lui paraît d'une application douteuse. Dans l'absence de toute peine contre l'émission des certificats, une banque insolvable pourrait éluder la loi, en émettant ces valeurs sous une date antérieure; retirer ainsi ses billets de la circulation, et les remplacer par de véritables chiffons qu'on ne pourrait le forcer à rembourser.

C'est pour prévenir ce résultat, et sauver les banques solvables qui ne le sont que par la confiance qu'elles inspirent, qu'il faut exiger la remise de ces obligations sans valeur réelle. De quel effet serait contre ce mal le remède offert par le bill du comité? En étant aux banques la faculté de poursuivre, ce projet conserverait-il la circulation payable sur demande et les droits que possède tout détenteur d'en exiger le remboursement en espèces? Une législation générale n'en saurait, et nous n'aurons aucun moyen de faire exécuter la loi de punir les coupables. Le bill primitif ne décrète aucun châtiment; car ce qui a été fait, mais contre ce qui sera fait en violation de la loi. Il arrêtera, du futur, laissant de côté le présent.

Telles sont, dans vues, pourquoi l'orateur, sur les deux bills. Je connais assez, la sagesse des hommes à qui nous avons affaire pour ne pas leur laisser le prétexte le plus frivole. Ce ne serait pour eux qu'une chose bien facile de vous dire: Voyez nos certificats, quoi en est la date? Votre loi ne leur est-elle pas postérieure? Pouvez-vous nous demander le remède d'un acte qu'elle ne pouvait avoir prévu, ni punir.

Après une discussion assez vive à laquelle prennent part MM. Sparrow, Hoa, et Downs, la question soumise au Sénat est décidée par le rejet du bill du comité, à une majorité de 9 voix contre 3.

Sur motion, le Sénat s'occupe du bill primitif et l'adopte avec quelques amendemens. L'action du règlement est suspendue et que le bill subisse sa seconde lecture.

M. Downs propose le rejet du bill, et l'adoption du projet de loi primitif. Il soutient sa motion par un discours plein de chaleur, dans lequel il compare les deux projets de loi et fait ressortir les vices dont est entaché celui du comité. Un des principaux objets du législateur doit être, dans ce cas, de fixer la direction de la banque qui a pris l'initiative à revenir sur ses pas et à faire rentrer les valeurs qu'elle a émises en circulation.

M. Sparrow défend le bill du comité, dont il a été rapporteur. Ce n'est pas sans quelque défiance d'lui-même que les membres de ce comité ont rempli leur tâche; car ils ne possédaient pas tous les renseignemens nécessaires; l'examen attentif du projet de loi leur avait fait deviner qu'il devait réellement avoir un effet rétrospectif, dans le cas où quelques-uns n'y voient pas l'adopter. Le bill que le comité venait de soumettre par ce voir, leur avait paru remplir toutes les exigences du moment.

M. Rhe dit qu'il secondera la motion du Sénateur de Chisholm pour donner la préférence au bill primitif. Le projet présenté par le comité différait en sous plusieurs rapports. Quelques-unes des clauses sont fort judicieuses, mais elles ne sont pas assez efficaces pour apporter un remède au mal. Si les dispositions du bill primitif n'étaient pas inattaquables, elles offraient au moins quelque chose. Mais il n'y a rien d'inconstitutionnel à demander aux directeurs qui ont autorisé l'émission de certificats de dépôt de les retirer de la circulation, ni à les punir s'ils n'y refusent. C'est une violation de la loi que de les avoir faites, et s'ils persistent, ils encourront volontairement la pénalité décrétée par la loi.

Il est au pouvoir de tout directeur de banque de demander la récondéfération de la mesure adoptée par la direction et d'inscrire son vote contre. S'il ne le fait pas, il sanctionne le délit prévu par la loi, et se rend passible de la pénalité. Dans le bill du comité, la clause qui rend les banques inhabiles à poursuivre lui paraît d'une application douteuse. Dans l'absence de toute peine contre l'émission des certificats, une banque insolvable pourrait éluder la loi, en émettant ces valeurs sous une date antérieure; retirer ainsi ses billets de la circulation, et les remplacer par de véritables chiffons qu'on ne pourrait le forcer à rembourser.

C'est pour prévenir ce résultat, et sauver les banques solvables qui ne le sont que par la confiance qu'elles inspirent, qu'il faut exiger la remise de ces obligations sans valeur réelle. De quel effet serait contre ce mal le remède offert par le bill du comité? En étant aux banques la faculté de poursuivre, ce projet conserverait-il la circulation payable sur demande et les droits que possède tout détenteur d'en exiger le remboursement en espèces? Une législation générale n'en saurait, et nous n'aurons aucun moyen de faire exécuter la loi de punir les coupables. Le bill primitif ne décrète aucun châtiment; car ce qui a été fait, mais contre ce qui sera fait en violation de la loi. Il arrêtera, du futur, laissant de côté le présent.

Telles sont, dans vues, pourquoi l'orateur, sur les deux bills. Je connais assez, la sagesse des hommes à qui nous avons affaire pour ne pas leur laisser le prétexte le plus frivole. Ce ne serait pour eux qu'une chose bien facile de vous dire: Voyez nos certificats, quoi en est la date? Votre loi ne leur est-elle pas postérieure? Pouvez-vous nous demander le remède d'un acte qu'elle ne pouvait avoir prévu, ni punir.

Après une discussion assez vive à laquelle prennent part MM. Sparrow, Hoa, et Downs, la question soumise au Sénat est décidée par le rejet du bill du comité, à une majorité de 9 voix contre 3.

Sur motion, le Sénat s'occupe du bill primitif et l'adopte avec quelques amendemens. L'action du règlement est suspendue et que le bill subisse sa seconde lecture.

Sur motion de M. Downs, le secrétaire transmet le bill à la Chambre.

M. Rhe, au nom du comité auquel avait été renvoyé le bill relatif à l'arsenal de Donaldsonville, présente le bill même comme rapport.

M. Bossier notifie son intention de proposer une section additionnelle.

M. Armant prie le sénateur de Natchitoches de vouloir différer d'attacher aucune section à ce bill, ce qui aurait pour effet d'en retarder l'adoption. Transmis de la Chambre, par une forte majorité, ce bill se recommande à l'attention du Sénat par le sujet important dont il dispose.

M. Downs déclare qu'il croit obligé de voter contre ce bill. La pression Accession a reçu de l'Etat des canons, et maintenant elle demande un arsenal pour les mettre à couvert. Il semblerait juste de doter les autres provinces de même avantage de leur donner l'artillerie, avant de bâtir un arsenal à Donaldsonville.

M. Waggaman est en faveur du bill; il pense que la demande est juste; elle est dans l'intérêt de tout le premier district rongeur.

M. Hoa ne peut pas voter en faveur de cette allocation. Le Sénat doit prendre connaissance d'un projet pour le paiement de la dette accordée de l'Etat, avant de se mettre en dépense de nouveaux. Il serait à propos de s'enquérir comment on pourra les payer. Y L'Etat est dans la position d'un homme dont les dépenses excèdent les revenus; il faut qu'il mette les réduire, au dénue de ses ressources. Sans doute, l'arsenal serait d'une grande utilité, mais dans les circonstances actuelles, il ne saurait en encourager la construction.

La question est décidée contre l'adoption du bill.

Sur motion de M. Sparrow, le Sénat adopte un bill pour confirmer certains pouvoirs aux juges des paroisses de Madison et Carroll.

Sur motion de M. Downs, le Sénat adopte une résolution pour demander au trésorier des renseignemens sur les fonds occasionnés par l'entretien des criminels et les rémunérations pour leur condamnation.

Sur motion de M. Hoa, le Sénat siège à huis-clos, et les portes étant fermées, s'ajourne au lendemain.

CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

Mercredi, 19 janvier 1842.

M. Conrad (de la N. O.) présente un mémoire signé de plusieurs citoyens de la Nouvelle-Orléans, demandant à la législature une pension en faveur de M. Powell, lequel est référé au comité sur les réclamations.

M. Mason, est nommé au comité judiciaire, présente un acte pour amender l'article 2233 du Code Civil. Le bill est lu trois fois et est adopté.

M. Rogers, après dispense, introduit un bill relatif aux jurys de police et à divers shérifs de la paroisse d'Orléans.

M. Hunt, après dispense, introduit un bill concernant les témoignages à être admis dans les affaires de libelle. On en lit la 1ère.

La Chambre reconsidère le bill pour incorporer le village de Bayou Sarah et en adopte les sections restantes.

M. Farmer, après dispense, introduit un bill pour amender la 6me section de l'acte concernant l'établissement de la paroisse de l'Union. Le bill passe après avoir été lu trois fois.

La Chambre après dispensation des règlemens s'occupe du bill du Sénat concernant les mesures à adopter pour empêcher désormais que les banques ne violent impunément les lois. Ce bill est adopté et passe avec quelques amendemens.

Ordre du jour.

La Chambre reconsidère la 10ème section et l'amendement qui sont déposés sur le bureau sujets à l'appel de la Chambre.

Une motion pour renvoyer le bill à un comité particulier de cinq membres est perdue.

M. Ratliff propose de déjeuner sur le bureau le bill de la Chambre, sujet à l'appel. La motion n'est pas adoptée.

La Chambre s'occupe en conséquence du bill, et en adopte plusieurs sections avec de légers amendemens. Les 18ème et 21ème sections donnent lieu à quelques débats. Le bill amendé est déposée sur le bureau, sujettes à l'appel de la Chambre.

La Chambre s'ajourne.

INTERIEUR.

Nous donnons à l'obligeance de MM. les officiers du steamer Belle of the West des journaux de Louisville et de Cincinnati. Nous en extrayons à la hâte tout ce qui est relatif aux troubles qui ont agité ces deux cités.

Nous lisons dans l'*Enquirer* de Cincinnati, du 12 du courant :

"Fin des troubles.—Après avoir forcé les portes de la maison Louger et avoir commis les plus grands désordres dans cet établissement, la foule s'a t écoulée peu à peu et au coucher du soleil on n'apercevait plus que quelques enfans devant la maison. La soirée et la nuit ont été très calmes.

"Une assemblée des citoyens a eu lieu le soir à Collége Mall, mais nous n'avons pas eu connaissance de ce qui s'y a résolu. Le conseil a voté une somme de 2,500 pour défrayer la police.

La Banque des Mechanics and Traders a continué ses payements pendant toute la journée, et à la fermeture de ses portes elle a donné avis qu'elle serait ouverte le lendemain matin à neuf heures."

La Gazette de Cincinnati du 12 ajoute que dix hommes appartenant au City Guards commandés par le capitaine Mitchell, ayant été assaillis par la populace, firent feu sur elle et blessèrent deux personnes.

Comme nous l'annoncions hier, les troubles de Cincinnati ont trouvé écho à Louisville, car voici ce que nous apprend à ce sujet, le Louisville journal du 13:

"Hier matin, de bonne heure, assurtôt la réception de la nouvelle des désordres de Cincinnati, le peuple s'est porté en masse devant le bureau de MM. Louger et Moore où les billets connus sous le nom de billets de la Savings Bank de Louisville étaient payables. Moore ayant été prévenu à temps de la manière peu agréable avec laquelle on avait traité son associé à Cincinnati, jugea prudent de ne pas se montrer. Les portes du bureau furent brisées, la foule entra alors, bouleversa quelques papiers, mais elle ne prit presqu'immédiatement sur la connaissance qui lui en fut faite par le Marshal. Moore avait dans la matinée, remis une forte somme d'argent qu'il avait reçue en dépôt des différentes personnes."

Nous apprenons qu'un des émeutiers a été arrêté et mis en prison.

[Louisville Advertiser du 13.]

Ainsi qu'il arrive habituellement en pareille circonstance, les voleurs ont profité de ces désordres pour exercer leur industrie. Les journaux disent que plusieurs individus ont été volés. On cite une personne à laquelle on a pris le portefeuille contenant une somme de $150 en bons billets.

Expédition de Santa-Fé.—Nous apprenons que Mr. D. K. McRae, arrivé à la Nouvelle Orléans depuis deux jours, se rend à Mexico avec des officiers de la présidence Texas pour y maintenir l'influence américain de cette ville. Ces dépêches enjoignent à M. Ellis, notre ambassadeur, de requérir péremptoirement la mise en liberté de tous les citoyens américains engagés dans l'expédition de Santa-Fé.

MM. Cooper, Colquit et Black, les candidats démocrates pour représenter la Georgie au Congrès des Etats-Unis, ont été élus par une majorité d'au-delà de 3000 voix.

Biddle et Cie.—M. Montgomery vient d'intenter une action en justice à Biddle & Cie., avec toutes les formalités voulues par la loi, et sous la direction de l'avocat-général.

Les guérillas du guêpe mexicaines.—Ces guérillas momentanément suspendues, seront probablement rendues aux propriétaires, car bien qu'elles aient été construites par ordre et pour le service du gouvernement mexicain, néanmoins la balance d'une sur le prix fixé entre les constructeurs et les acheteurs, ne fut pas encore été payée, ce qui laisse aux premiers le droit de propriété, collectivement du port de New-York, qui a opéré la saisie provisoire, n'est pas d'ailleurs d'opinion que la loi prohibitive du 20 avril 1818 puisse s'appliquer au cas présent. Pour que la mesure de cette goélette fut légale, il faudrait, d'après la loi ci-dessus, que les propriétaires ou les constructeurs de ces goélettes les eussent armées et approvisionnées dans l'intention de s'en servir eux-mêmes contre une puissance amie.

Pont sur l'Ohio.—Un célèbre ingénieur, M. S Latham, a proposé dernièrement aux autorités de Pittsburg, de construire un pont sur l'Ohio, en face même de cette ville. Le pont serait assez élevé pour permettre aux steamboats de passer dessous, même pendant les plus fortes crues.

Le major Wicds, du 5me régiment d'infanterie des Etats-Unis, est mort à Pulaska, dans la Floride Orientale, le 3 de ce mois au matin.

Incendies a Boston.—Dans le courant de l'année 1841, la cloche d'alarme a réuni les pompiers de Boston 126 fois. On ne s'est servi des pompes que 16 fois, et 36 incendies ont été éteints avant l'aide des pompes. Le montant des propriétés incendiées s'est élevé à $58,000, dont $27,000 étaient couvertes par les assurances.

Mariage.—La fille du président Tyler est sur le point d'épouser un jeune avocat de Richmond.

Delaware.—C'est peut-être le seul Etat qui n'ait pas de dette publique.

Rhode Island.—Les citoyens de Rhode Island ont adopté une nouvelle constitution.

EXTERIEUR.

EUROPE.

Le premier navire à vapeur de la ligne des Indes Occidentales, le *Forth*, sera sans doute à la Balize dans la journée. Le général Hamilton qui a fait la traversée à bord de ce navire, est arrivé hier dans notre port par l'Alabama; et nous devons à son obligeance les quelques détails qui suivent :

Le *Forth*, capitaine R. J. Fayer, est entré le 19 courant à la Havane; il a dû en repartir dimanche dernier, et probablement à l'heure qu'il est, il est déjà près de la passe Sud-Ouest. La traversée du *Forth* aura été un peu plus longue qu'on ne le pensait; il aura mis trente jours pour venir de l'île Wight à la Balise, en y comprenant les trois d'arrêt. Cela tient à une circonstance particulière : le capitaine Fayer a jugé à propos de toucher à St. Thomas pour prendre un supplément de charbon, au lieu de se rendre directement à Nassau. Le *Forth* est un excellent navire et marche admirablement bien; il a fait terne moyen 243 milles en vingt-quatre heures.

Angleterre.—Le général Hamilton nous annonce qu'à son départ de Liverpool une forte tendance à la baisse se faisait sentir sur le marché, et que du coton de la Nouvelle-Orléans, dernière recolte, s'était vendu à 5 d. environ. On disait que l'un des plus forts détenteurs devait jeter son stock sur le marché, dans la semaine qui suivrait le départ du *Forth*, et l'on s'attendait à une baisse plus sérieuse encore. Le coton des Indes Orientales a subi aussi une grande dépréciation : dans plusieurs cas la cargaison entière n'a guères fait que couvrir le fret et les dépenses. Les jartes sur le sucre ont été également considérables, et le tabac n'avait pas meilleure chance, dit-il.

Il ne se faisait point d'affaires sur les sécurités américaines. Le 5 % était de même, les Bons sterling 5 pour cent de la Pennsylvanie étaient offerts à 55 et l'on assurait qu'on pouvait les avoir pour 50.

La détresse de la classe ouvrière allait toujours croissant, surtout dans les districts manufacturiers. Du 1er novembre au 16 décembre, il a pu dans ce pays presque sans interruption. ce qui a considérablement fait souffrir les riches de l'arrière saison; et celle des pommes de terre en Irlande a été si fort endommagée que l'on redoute la famine pour les classes pauvres de ce pays.

La perte causée à l'échiquier par les fraudes de Beaumont Smith et des associés, est beaucoup plus considérable qu'on ne l'avait annoncée. Elle s'élèverait suivant quelques personnes, bien au delà de trois millions sterling.

Un grand nombre de faillites avaient eu lieu, et le marché monétaire était dans le plus triste état. L'effervescence causée par la question des lois sur les céréales, allait toujours croissant; mais on comptait beaucoup pour éviter les dangers d'une crise sur la modération et l'habileté de Sir Robert Peel.

Les dispositions du nouveau ministère envers le Texas, sont aussi favorables que celles du cabinet Melbourne, et le général Hamilton, qui représente cette jeune république à la Cour de St. James, a signé, la veille même de son départ de Londres, avec Lord Aberdeen, ministre des affaires étrangères, un traité qui renferme l'expression des sentimens les plus bienveillans. Le général Hamilton retourne en toute hâte au Texas, afin d'obtenir de son gouvernement la ratification de quelques conventions internationales et financières qu'il a conclues en Europe, et s'il obtient cette ratification, il retournera à son poste en printems prochain.

Indépendamment des renseignemens qui précèdent, le général Hamilton nous a remis quelques journaux anglais dont on trouvera ci-dessous quelques extraits.

Sommes des Indes Occidentales.—On lit dans le Globe du 13 décembre : "La malle de Southampton présente un aspect animé qui ne lui est pas habituel à cette époque de l'année. Quatre des magnifiques steamers qui doivent faire les traversées des Indes Occidentales sont en ce moment dans ce port. Les directeurs de la compagnie qui a l'honneur d'avoir achevé cette grande entreprise, ont réuni de faire partir cette quinzaine même de Southampton pour leurs stations respectives ces quatre beaux navires, afin d'assurer la régularité et la promptitude du service. Le Forth est le premier qui partira : il touchera à Nassau, la Havane, la Nouvelle-Orléans, Tampico et Vera Cruz, puis retournera le 26 janvier prendre à la Havane les dépêches pour l'Angleterre. Le lieutenant R. J. Fayer est l'habile commandant appelé à ouvrir cette grande et importante ligne de communication à la vapeur: il commande le Forth. Ce navire sera immédiatement suivi du Solway, du Tweed et du Clyde.

France.—Depuis la réception des dernières nouvelles des troubles de la Syrie et de la Grèce, la plus grande activité règne dans le port de Toulon. Le 2 de marsitimes a reçu l'ordre de faire partir cinq vaisseaux de ligne pour le Levant. Les navires choisis pour ce service sont le Fleuland de 120 canons, le Jemmapes et l'Hercule de 100, la Ville de Marseille et le Généreux de 80. Ils sont approvisionnés pour trois mois et ont du quitter Toulon le 7 ou le 8 décembre sous le commandement du contre-amiral Lastouche.

Le Courrier Français assure que le contre amiral a reçu l'ordre de prendre position à l'entrée des Dardanelles, afin d'empêcher la flotte turque de sortir de ce détroit pour aller attaquer la Grèce ou Tunis; mais il ajoute que bientôt les anglais auront donné navires à Ténédos, et que s'il leur convient de laisser les Turcs accomplir leur expédition, la dignité de la France sera compromise encore une fois. Cette supposition n'est guère plausible.

On assure dans Paris que la Cour est sur le point de faire une création de ducs et Pairs. On prétend aussi que les maréchaux Gérard et Sébastiani doivent entrer au ministère.

[*Standard* de Londres du 10 décembre.]

—Le *Commerce* annonce que le gouvernement a sérieusement le projet de construire aux environs de Paris une fortereresse capable de contenir les provisions de bouche et les munitions de la garnison, et de lui défendre au besoin contre les tentatives du peuple de la capitale. Cette fortereresse porterait le nom d'Arsenal militaire. On avait d'abord pensé à la construire sur l'île Louviers; mais on y a renoncé à cause du peu d'espace qu'elle présente et l'on cherche un autre terrain plus convenable.

[Idem 11 déc.]

—L'interrogatoire des témoins dans l'affaire Quénisset a été terminé le 9 décembre, le Procureur-général, M. Hebert, a pris la parole dans la séance du 10; il a soutenu l'accusation avec beaucoup de force et d'habileté. La défense a aussi commencé et les prochaines nouvelles nous apprendront l'issue de cette triste affaire.

—Les journaux français assurent que les six vaisseaux de ligne placés sous le commandement de l'amiral Hugon et qui avaient été envoyés à Brest, viennent d'être appelés dans la Méditerranée.

—Il paraît que M. de Lamartine consent à se laisser porter à la présidence de la chambre.

Espagne.—Les journaux de Paris du 10 décembre annoncent que le gouvernement anglais a fait connaître officiellement à celui de régent que la Grande Bretagne non seulement ne consentirait pas à une intervention armée en Espagne, mais qu'elle ne permettrait pas qu'une force militaire trop considérable fût réunie le long des Pyrenées; 2o qu'elle ne s'opposerait à aucun arrangement pour le mariage de la jeune reine Isabelle, pourvu que l'époux désigné ne soit pas un prince français. 3o que la Grande Bretagne ne prendrait point part à un congrès qui se formerait dans le but d'intervenir dans les affaires de la Péninsule; et que dans le cas où une réunion de ce genre se formerait sans son assentiment, elle s'opposerait à l'exécution de toutes les mesures de coercion qui pourraient être adoptées, indépendamment pour mettre ses droits et à la dignité de l'Espagne, comme nation indépendante.

—M. de Salvandy, le nouvel ambassadeur français, est arrivé à Madrid dans les premiers jours de décembre. Il a été reçu avec le cérémonial ordinaire.

Buenos-Ayres—Des nouvelles de Buenos-Ayres jusqu'au 6 novembre ont été reçues à New-York.

Le général Lavalle avait été surpris et tué à Subjury, après avoir été vaincu par Oribe, il fuyait vers la Bolivie.

Avellaneda, gouverneur du Tucuman, ayant été livré par trahison entre les mains d'Oribe, avait été immédiatement fusillé. On l'accusait d'avoir pris part au meurtre du général Heredia, ancien gouverneur de Tucuman. Avellaneda était le président de la Chambre des Représentans.

DERNIERES		DATES.	
New York	jan 7	Londres	déc 13
Boston	jan 8	Liverpool	déc 14
Philadelphie	jan 8	Paris	déc 31
Washington	jan 8	Havre	déc 31
Baltimore	jan 9	Amsterdam	déc 24
Charleston	jan 13	Madrid	déc 4
Savannah	jan 12	Cadix	nov 10
Tampico	déc 10	Malaga	nov 16
Vera Cruz	nov	Houston	jan 16

COMMERCIAL.

LIVERPOOL, 9 décembre 1841.

Marché au coton.—Le marché a été très calme aujourd'hui, les ventes s'élèvent à 3000 balles sans aucune altération dans les prix. Les descriptions vendues sont principalement d'Amérique, et toutes ont été prises par le commerce.

10 décembre.

Quoiqu'il se soit fait d'assez belles affaires en coton dans le courant de cette semaine, le marché est aujourd'hui sans les dispositions à la hausse ne sont pas bien grandes, les acheteurs n'étant disposés à opérer qu'autant qu'on leur fera une réduction de 1/16 à 1/8 d. dans les descriptions d'Amérique, principalement dans les qualités moyennes et inférieures, pour lesquelles on demande les mêmes prix que les autres descriptions ils sont toujours les mêmes. Les ventes d'aujourd'hui s'élèvent à 4000 balles. La spéculation en a pris 1200, l'exportation 200, toutes d'Amérique.

11 décembre

La demande a été modérée et malgré la baisse de 1/8 de d'arrivée à la fin de la semaine dans les descriptions d'Amérique, elles sont aujourd'hui à peu près aux prix de vendredi dernier, soit environ 1/8 à baisse de 1/16 d par livre. Les affaires en coton de Bristol sont très limitées, les prix sont fixés de